

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2014)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Les relations de la Corée du Nord et du Japon  
**Autor:** Heintze, Jérémy  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-781137>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 14.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Système anti-missile balistique  
*Patriot PAC-III.*

*International*

## Les relations de la Corée du Nord et du Japon

**Jérémy Heintze**

Interne, Corporate Security, ABB

Les premiers contacts économiques entre le Japon et la Corée du Nord remontent au milieu des années 50. Bien que des tentatives de normalisation des relations aient été évoquées à ce moment là déjà, ce n'est qu'au début des années 1970 que les premières discussions officielles ont eu lieu. Les années 1970 et 80 verront les deux pays tenter d'intensifier leurs efforts, notamment dans un contexte de réchauffement des relations sino-américaines. Il faudra néanmoins attendre janvier 1991 pour voir le début des réunions sur une normalisation des relations, les deux parties se rencontrant onze fois entre 1991 et 2000. Ces rencontres vont cependant surtout mettre en évidence les nombreux points de contentieux entre ces deux pays : compensation de la colonisation japonaise, inspection des installations nucléaires nord-coréennes et la question des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord. Par conséquent, malgré ce nombre élevé de rencontres, aucun résultat significatif ne fut obtenu.

La visite à Pyongyang du Premier Ministre Junichiro Koizumi le 17 septembre 2002 aurait pu être une percée importante dans les relations entre les deux pays. En effet, lors de cette visite, Koizumi rencontra Kim Jong-Il, avec l'objectif de trouver des accords sur les principaux différents entre les deux pays. Le résultat de ce sommet est la Déclaration de Pyongyang. Dans celle-ci, le Japon s'excuse de son règne colonial en Corée et accepte de fournir une aide économique à la Corée du Nord, sous forme de subvention et d'assistance humanitaire. Kim Jong-Il pour sa part s'excuse de l'enlèvement des citoyens japonais et s'engage à respecter les accords internationaux ainsi que de prolonger un moratoire sur le lancement de missile.

Ce qui est peut-être la rencontre la plus réussie entre les deux pays va néanmoins être un énorme contre-coup domestique pour Koizumi, ce qui va fortement influencer les futures relations entre Tokyo et Pyongyang. La raison est liée à la problématique des enlèvements des citoyens

japonais, qu'il est par conséquent important de bien comprendre.

C'est dans les années 1980 et 90 que les premières suspicions de l'enlèvement de citoyens japonais par le régime nord-coréen sont apparues. D'abord ignorées par le gouvernement et par les principaux médias, les déclarations allaient se faire plus insistantes jusqu'à ce que, en 1996, dans un article, un transfuge nord-coréen fasse part de son expérience dans une « école d'espionnage, » où des natifs japonais entraînaient les agents en langue et culture japonaise. La publication de cet article encouragea la formation de groupes de soutien aux familles et fut également utilisé par des politiciens, particulièrement ceux hostiles à Pyongyang, pour faire pression au sein du parlement japonais. De fil en aiguille, cette question allait s'encre dans l'agenda des relations entre le Japon et la Corée du Nord, Koizumi se rendant à Pyongyang en 2002 notamment pour essayer de trouver une solution à ce problème. Kim Jong-Il avoua alors que 13 citoyens japonais avaient été enlevés entre 1977 et 1983, tant au Japon qu'en Europe. Il prétendit par ailleurs que seul cinq d'entre eux étaient encore en vie. Ces révélations faisaient l'effet d'une bombe au sein de la population japonaise et la résolution de ces cas devint dès cet instant une priorité dans l'agenda politique japonais. La problématique des enlevés cristallisa donc toutes les attentions, d'autant plus que les cinq survivants retournaient au Japon en octobre 2002. Bien qu'ayant seulement reçu une autorisation pour visiter leur pays natal, les cinq enlevés finirent par y rester, le gouvernement de Koizumi déclarant qu'ils ne retourneraient pas en Corée du Nord.

Malgré le fait d'avoir obtenu des résultats longtemps espérés et qui auraient pu engager les deux pays dans de meilleures relations, l'aveu par Kim Jong-Il que son régime avait enlevé des citoyens japonais choqua le Japon. L'opinion publique japonaise durcit ensuite encore son attitude vis-à-vis du régime de Kim, considérant que ce

dernier n'était pas honnête sur le sujet. En effet, Pyongyang refusa notamment de fournir des preuves tangibles du décès des autres kidnappés. Quand Pyongyang retourna les restes de Yokoda Megumi, qui devint par ailleurs le visage du mouvement des groupes de soutiens, le gouvernement japonais annonça après analyses qu'ils n'étaient pas les siens, provoquant un tollé au Japon. Suite à ces événements, l'assomption était que le régime nord-coréen ne disait pas toute la vérité, prouvant ainsi que d'autres citoyens japonais étaient encore détenus en Corée du Nord. Dès lors, la résolution de la question des kidnappés devint impérative et *de facto* liée à toute autre discussion ou concession.

Bien qu'il y ait eu des semblants de réchauffement, le Japon a adopté cette dernière décennie une ligne dure à l'encontre de la Corée du Nord, la marge de manœuvre pour d'éventuels compromis étant par conséquent très limitée. Cela affecta donc directement d'autres dossiers sensibles entre les deux pays. Lorsque la Corée du Nord procède à un essai nucléaire en octobre 2006, le Japon interdit les importations de produits nord-coréen; en 2009, suite au second essai nucléaire, ce sont les exports vers la Corée du Nord qui sont bannis. Finalement, également en 2009, ce sont les versements d'argent de coréens au Japon qui sont limités, limitant ainsi une importante manne financière à destination de la Corée du Nord. En sanctionnant économiquement la Corée du Nord, le Japon a finalement perdu presque tous ses moyens de prendre directement influence sur Pyongyang. La seule possibilité de levier serait d'autoriser à nouveau (en partie) des échanges économiques. Alors que l'influence du Japon sur Pyongyang a décliné ces dernières années, la Corée du Nord a eu une forte influence sur la politique de sécurité du Japon. En effet, les provocations nord-coréennes, tel que des incursions dans les eaux territoriales japonaises, ainsi que les lancements successifs de missiles ont amené les dirigeants japonais à reconsidérer leur stratégie de défense. Les règles d'engagements des forces navales ont été revues à jour et de nouvelles

unités créées. Mais c'est surtout dans la perspective de se protéger des tirs de missiles nord-coréen que le Japon a considérablement investi -plus de USD 12 milliards- dans l'achat de nouveaux équipements, tel que les systèmes *Patriot* PAC-III et SM-3. Le département de la défense a par ailleurs requis en 2013 un crédit pour acquérir un système THAAD.

Il est intéressant de noter que les changements dans la politique de sécurité japonaise ne sont pas uniquement liés à la situation avec la Corée du Nord. En effet, le Japon voit également avec méfiance la montée en puissance dans la région de la Chine. Cela d'autant plus que la Chine se montre de plus en plus présente et agressive sur les questions territoriales en mer de Chine orientale. Face aux menaces nord-coréenne et chinoise, le gouvernement japonais se presse donc de réévaluer les mesures à prendre, questionnant également le bien fondé de sa constitution pacifiste.

Dans la complexe mosaïque du nord-est asiatique, il est souvent judicieux de considérer les relations bilatérales entre deux pays dans leur contexte régional. Ainsi, la (non) relation entre le Japon et la Corée du Nord a également une influence sur la position stratégique du Japon dans la région. Le cas du « Six-Party Talks » sur le programme nucléaire nord-coréen est éclairant: en refusant de compromettre sur ce dossier tant que la question des enlevés n'a pas été résolue, le Japon se prive de toute marge de manœuvre et crée des tensions avec ses voisins asiatiques. D'une part, de part son inhabilité à négocier, le Japon s'isole des discussions. D'autre part, Tokyo est perçu comme voulant jouer un rôle de victime, refusant d'admettre ses propres crimes, notamment ceux commis lors de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Cette attitude est très mal perçue par Beijing et Séoul, avec qui Tokyo entretient des relations tendues en ce qui concerne la compréhension des événements historiques. Ces tensions sont par ailleurs régulièrement exacerbées de part et d'autre par des déclarations ou visites de lieux inappropriées.

Au vu de ces tensions et depuis que la Chine a pris une position plus dure sur le dossier nord-coréen, un terrain d'entente commun à pu être trouvé entre Beijing, Séoul et Washington pour tenter de faire face à Pyongyang. Alors que traditionnellement les Etats-Unis s'alliaient avec la Corée du Sud et le Japon et la Chine se rangeant du côté de Pyongyang, le manque de levier et les tensions accrues entre Tokyo et ses voisins sont en train d'isoler le Japon dans le paysage stratégique en Asie du nord-est. Tokyo est par conséquent très dépendant de son alliance avec les Etats-Unis et compte sur ces derniers pour promouvoir ses propres intérêts dans la région. A l'heure d'écrire cet article, il semblerait d'après certains médias japonais que des négociations entre le Japon et la Corée du Nord aient accouché en début avril d'un accord partiel sur la question des enlevés. Pyongyang aurait accepté de réviser le dossier en échange d'un assouplissement des sanctions économiques de la part de Tokyo. Si elle est confirmée, cette avancée permettrait à Tokyo de disposer à nouveau d'un canal de communication et

Koizumi et Kim Jong-Il lors de la signature de la Déclaration de Pyongyang.



d'influence vers Pyongyang. Si cette question épineuse venait effectivement à être résolue, les relations entre la Corée du Nord et le Japon pourrait prendre une toute nouvelle tournure - dans la mesure où un contrecoup similaire à celui de 2002 puisse être évité, ce qui est loin d'être certain. Néanmoins, au vu de l'historique des agissements nord-coréens ces dernières décennies, il est permis de douter sur la sincérité, et donc des probabilités de succès, d'un tel accord. De plus, sachant que la communauté internationale en général et les Etats-Unis, la Chine et la Corée du Sud en particulier, tentent de maintenir un front uni contre le régime de Pyongyang, un relâchement des sanctions économiques de la part de Tokyo pourrait substantiellement détériorer les relations avec Séoul et Beijing et jeter un froid dans l'alliance avec les Etats-Unis. Au vu de ces conséquences, il est espéré que le gouvernement d'Abe dispose de solides garanties avant d'entreprendre quelque action.

J. H.

La maman de Megumi montrant une photo de sa fille, enlevée par le régime de Pyongyang.



Les Forces d'auto-défense aériennes japonaises alignent 198 F-15 J/DJ construits sous licence par Mitsubishi, 89 F-2 (un proche cousin du F-16 construit par Mitsubishi). Ces dix dernières années, elles se sont renforcées par l'acquisition d'un grand nombre de « multiplicateurs de forces » - à l'instar de 4 Boeing KC-767J de ravitaillement en vol, 1 KC-130H de ravitaillement, 13 E-2C et 4 E-767 de contrôle aérien (AWACS) et une demi-douzaine d'appareils de surveillance et de guerre électronique.



### La colonne du Chef de l'Armée

#### Chères lectrices, chers lecteurs de la RMS,

A la fin du mois de mars, j'ai eu le plaisir d'accueillir 23 jeunes camarades dans le corps des officiers d'état-major général. Ces officiers qui viennent de recevoir leur brevet sont nés autour de 1980, en pleine guerre froide. A l'époque, notre armée comptait un effectif réel de 800'000 soldats, 260 avions de combat et 800 pièces d'artillerie. Alors que les camarades entraient à l'école primaires, le Mur de Berlin tombait et, peu après suivait la dissolution de l'Union soviétique. En 1991, dans le désert irakien, plus d'un million de soldats s'affrontaient dans une guerre conventionnelle.

Entre 1999 et 2001, les jeunes commençaient l'école de recrues. Dans ces trois années, entre l'intervention au Kosovo et les attentats du 11 septembre, les choses ont beaucoup changé. La Suisse elle aussi a connu un changement profond avec le passage de l'Armée 95 à l'Armée XXI. Les effectifs ont été réduits successivement de 450'000 à 380'000 puis finalement à 200'000 militaires. On est alors passé du principe de dissuasion à la « sécurité par la coopération. »

Pendant ce temps, nos jeunes camarades acquéraient de l'expérience comme commandants de compagnie et embrassaient la carrière de candidats officiers d'état-major général. Avec le DEVA, nous réduisons une fois de plus l'effectif qui passera à 100'000 militaires et nous aurons encore 54 avions de combat, pour autant que le Gripen puisse être acquis.

Mais maintenant, après l'intervention en Crimée, le monde entier se remet soudain à parler des paradigmes bien connus du passé. Dans ce contexte, il y a deux choses à retenir absolument. En premier lieu, nous n'avons jamais su, toutes ces années, ce que l'avenir nous réservait. Et en second lieu, on devient vite un jouet de l'Histoire lorsqu'on n'est pas capable d'assurer sa propre sécurité. Dans cet esprit, je tiens à tous vous remercier pour votre engagement énergique, qu'il soit actif au sein de l'armée ou dans votre réseau personnel, en faveur de la sécurité de notre pays.

Cdt C André Blattmann  
Chef de l'Armée



### News

#### Présentation Flyer Marignan

La Fondazione Pro Marignano travaille depuis quelque temps sur le projet Marignan 2015, en vue de la 500ème commémoration de la bataille de Marignan 2015. Un des projets particuliers concerne la science/publicité, qui comprend l'édition d'un livre (illustré), d'un Flyer et d'un *Cartoon*.

Le Flyer « Marignano 1515-2015. Bataille de Marignan » vient d'être publié comme dépliant en couleur avec 12 parties en Janvier 2014, dans les langues Français, Allemand, Italien et Anglais.

Sont traité le rappel historique, la bataille de Marignan le 13 et 14 Septembre 1515, les conséquences de la bataille et le champ de bataille historique de Marignan en Italie, au sud-est de Milan ; en plus sont comprises les adresses pour informations et contacts ainsi que les musées.

Avec cela le public et les intéressées en histoire en suisse et à l'étranger seront informés sur la bataille de Marignan 1515.

Le flyer peut être remis gratis jusqu'à l'épuisement du stock.  
Contact et commandes : [info@marignano1515.ch](mailto:info@marignano1515.ch)  
Website : [www.marignano1515.ch](http://www.marignano1515.ch)

Fondazione Pro Marignano

